

FISCALITÉ

Complaisant à l'égard de la fraude, inéquitable, opaque, accablant les PME et le travail, notre système fiscal doit être réorganisé en profondeur autour de trois grands principes :

COMBATTRE LA FRAUDE ET L'ÉVASION FISCALE

Pour ce faire, nous créerons une **vraie police financière** fusionnant les douanes et la brigade de répression fiscale et **nous réintégrerons la fraude fiscale dans le droit commun pénal**. En outre, nous **supprimerons la Commission des infractions fiscales** qui permet au ministre du budget, donc à l'exécutif, de faire le tri dans les diverses fraudes. Nous **lutterons contre l'optimisation fiscale des très grandes entreprises** en **supprimant** notamment **les niches** comme le régime du bénéficiaire mondial consolidé. Nous **autoriserons les juges d'instruction à procéder à la saisie des biens** des intéressés, comme en matière de trafic de stupéfiants. Nous **taxerons les grands groupes de l'Internet** qui exercent en France mais échappent aux impôts car ils ont implanté leur siège dans des paradis fiscaux.

La mise en place de ces mesures permettra de **recupérer une somme estimée entre 20 et 30 milliards** que nous pourrons **utiliser pour diminuer les charges des PME produisant en France**.

ÉTABLIR UNE VRAIE JUSTICE FISCALE

Tout d'abord, nous **simplifierons la multiplicité des réductions** et des exonérations fiscales **qui favorisent les personnes ayant les moyens de faire appel à des spécialistes** qui optimisent au

maximum leurs impôts. Nous **maintiendrons les exonérations de charges sur les bas salaires** ainsi que celles versées par un foyer fiscal sur les **prestations sociales** (garde d'enfants...), **l'épargne populaire** (Livret A), **la recherche**, la **vie politique** (dons aux partis politiques). La réduction fiscale ne pourra excéder 8 000 euros. Nous maintiendrons la taxe d'habitation mais l'assoirons à 40% sur les revenus. A moyen terme, nous voulons **plus de lisibilité de l'impôt** c'est pourquoi, nous fusionnerons l'impôt sur le revenu et la CSG afin un grand impôt direct simple, progressif et équitable et nous étudierons le moyen de regrouper tous les impôts sur le capital (taxe foncière, droits de mutation, ISF...)

RENDRE L'IMPÔT INCITATIF POUR UN REDRESSEMENT PRODUCTIF

Notre impératif est de **créer les conditions pour faire grandir nos PME** : leur faciliter le décollage puis le passage en entreprise de taille intermédiaire (ETI). Nous ramènerons ainsi le **taux de l'impôt sur les sociétés à 25% maximum** tout en prévoyant **trois tranches à taux réduits** pour les PME suivant leurs bénéfices et chiffres d'affaires. Nous maintiendrons l'ISF mais **exonérerons tous les investissements dans les PME qui localisent leur production en France**. Nous accroîtrons de 3 points la TVA sur les produits de luxe et ceux qui ne sont pas de première nécessité (boissons gazeuses très sucrées). Nous **mobiliserons l'épargne longue vers les ETI et les PME innovantes**. Nous **réformerons le crédit d'impôt recherche en le recentrant sur les PME innovantes** et nous transformerons le **crédit d'impôt compétitivité emploi en baisse de charges pérenne** tout en liant cette baisse à la **création réelle d'emplois**.